TEXTO

COLLECTION FONDÉE PAR JEAN-CLAUDE ZYLBERSTEIN

Le cardinal Etchegaray est l'un des personnages les plus attachants de l'Église catholique. Il en a connu tous les progrès, toutes les crises, tous les secrets. Et il y a joué un rôle déterminant. *J'ai senti battre le cœur du monde*, ses Mémoires, a eu un retentissement international.

Créé cardinal en 1979 par Jean-Paul II après avoir été durant plusieurs années archevêque de Marseille, Roger Etchegaray fut l'un des principaux collaborateurs et confidents du pape polonais et son envoyé spécial dans le monde. Dans ses entretiens avec Bernard Lecomte, il révèle pour la première fois ses conversations avec Fidel Castro ou Saddam Hussein, ses missions au Rwanda en plein génocide, au Moyen-Orient ou au cœur de la Chine communiste. Ce document exceptionnel nous fait vivre de l'intérieur l'histoire spirituelle, politique et diplomatique de l'Église contemporaine.

Bernard Lecomte, ancien journaliste à *La Croix*, *L'Express* et au *Figaro Magazine*, spécialiste du Vatican, a publié de nombreux livres, dont une biographie de Jean-Paul II qui fait autorité.

« Au soir de ma vie, je sens encore battre le cœur de l'homme. Et le cœur de Dieu. Car c'est tout un. »

Cardinal Roger Etchegaray

Tallandier

www.tallandier.com

Couverture : © Alessandra Benedetti / Getty Images

ISBN 979-10-210-3655-0 / Imp. en France 10.19

11 €

CARDINAL ROGER **ETCHEGARAY**

J'ai senti battre le cœur du monde

TEXTO

tombante, je suis à Yamoussoukro, et c'est l'avion personnel d'Houphouët-Boigny qui me permet d'aller à Abidjan informer le « vieux sage », habile et obstiné négociateur de toute « paix africaine ». Le Liberia est un des rares pays d'Afrique que Jean-Paul II n'a pas pu inscrire dans son palmarès des visites pastorales.

Je pourrais aussi vous raconter le difficile voyage que j'ai effectué au Soudan en mars 1991. Le pape m'avait envoyé dans ce pays ravagé par la faim et la guerre civile – alors qu'il a tout pour devenir un des greniers de l'Afrique – et gouverné par une junte militaire qui a préféré instaurer la *charia* qu'encourager l'aide humanitaire : le risque était le repli des ONG et le désintérêt du reste du monde, un peu comme pour le Darfour aujourd'hui.

J'ai tenu à me rendre à Juba, la capitale du Sud encerclée par l'armée rebelle, où 200 000 déplacés s'ajoutaient aux 100 000 habitants, aggravant à la précarité de leur survie. J'ai emprunté un avion qui, pour éviter la DCA des opposants, devait piquer d'un coup sur la ville et se redresser juste pour atterrir. Le même avion s'est écrasé, deux semaines plus tard, avec le même pilote, un Britannique, à l'issue de la même manœuvre hasardeuse.

– *Vous avez souvent sillonné la région des Grands Lacs : le Burundi, le Rwanda, le Zaïre, etc. N'est-ce pas au Rwanda, pendant le génocide de 1994, que vous avez connu les pires horreurs et les plus fortes émotions ?*

Oh combien ! Et j'y ai côtoyé les pires folies des hommes dans un des pays proportionnellement – et paradoxalement – les plus chrétiens de l'Afrique. Quand

Jean-Paul II visita le Rwanda, du 7 au 9 septembre 1990, il y trouva une Église « jeune, belle et fragile ». Église jeune, certes, puisque les premiers missionnaires, des « pères blancs », y étaient arrivés en 1900. Le pouvoir tutsi de l'époque les avaient autorisés à évangéliser les Hutus (84 % de la population) et les pygmées Twa (1 %), mais pas les Tutsis (15 %). Église belle mais fragile : trois semaines après le passage de Jean-Paul II, qui ne cessa d'en appeler à l'union de tous les Rwandais, la guerre civile éclatait sous forme d'une rébellion armée venue de l'Ouganda, animée par des réfugiés tutsis chassés en 1959 par les Hutus, principaux bénéficiaires de l'indépendance, et attisée depuis l'Ouganda voisin par le président Museveni, lui-même fils d'une Rwandaise tutsie. Dans un esprit œcuménique, dès le mois d'août 1991, toutes les Églises chrétiennes avaient constitué un « comité de contacts » pour rencontrer ensemble les parties en conflit à la recherche d'accords à Arusha, en Tanzanie. Mais ces efforts n'allaient pas empêcher la région des Grands Lacs de plonger dans la tourmente.

Quand le pape décida de m'envoyer au Rwanda, au printemps 1993, le pays était plongé en plein chaos économique et social. La dernière offensive rebelle avait provoqué un million de réfugiés ou déplacés (soit un septième de la population) dans des conditions d'extrême précarité, comme je l'ai constaté dans les nombreux camps que j'ai visités. J'étais accompagné de Mgr Pierre Parolin, de la secrétairerie d'État, et du nonce, Mgr Joseph Bertello, qui fut pour moi un guide avisé en me faisant même pénétrer, contre l'avis du gouvernement, dans des poches rebelles, à la lisière de l'Ouganda.

À Kigali, l'archevêque m'introduisit auprès du président rwandais Juvénal Habyarimana. Le prélat, lui-même hutu comme la majorité des évêques, était un familier du palais présidentiel. Il était si proche du parti au pouvoir qu'il fut même membre de son comité central – jusqu'à ce que Rome exige de lui son retrait.

Après avoir visité plusieurs des neuf diocèses, j'eus une réunion fort pesante avec les prêtres, religieux et religieuses, qui me laissa perplexe sur leur état d'esprit. Mgr Augustin Misago, évêque de Gikongoro et président de la commission Justice et Paix du Rwanda, me fit un rapport sévère : « La guerre actuelle offre aux partis politiques le prétexte d'excuser tout le mal et de bafouer impunément les droits de la personne humaine. » Son engagement courageux allait lui valoir plus tard un spectaculaire procès.

J'ai terminé ma visite en passant deux jours dans le diocèse de Goma, au Zaïre, sur la rive congolaise du lac Kivu dont l'évêque, Mgr Ngabu, était alors président de la Conférence épiscopale zaïroise. De Kinshasa, distant de 2 000 km, étaient venus le cardinal Etsou et le nonce Mgr Sainz. Était présent aussi Mgr Monsengwo qui tenait un rôle de premier plan dans le processus de démocratisation. Avant de repartir pour Rome, dans mon message au peuple rwandais, je déclarai : « Votre guerre est le fruit pourri d'un pays qui, malgré tous ses efforts, n'est pas encore arrivé à former une communauté où la diversité serait acceptée comme une richesse. [...] Regardez bien devant vous et non pas en arrière, ne vous attardez pas à remuer la boue et la cendre du passé. Concentrez toutes vos forces pour la paix, c'est votre dernière chance ! »

Six mois plus tard, du 23 au 26 décembre 1993, le pape m'envoie au Burundi, pays voisin et jumeau de 5,5 millions d'habitants (dont 85 % de chrétiens), rongé par le même mal ethnocentriste. Je trouve un peuple en état de choc. Deux mois auparavant, le 21 octobre, avait été assassiné Melchior Ndadaye, le premier président élu démocratiquement en juin de la même année – un Hutu. Sa mort avait provoqué d'atroces massacres (plus de 100 000 morts) et l'exode de près de 800 000 personnes.

À mon arrivée, je rends visite au major Pierre Buyoya, un ancien président tutsi qui reviendra au pouvoir en 1996 porté par un putsch militaire. C'est Noël. Je célèbre la messe du 24 au soir, à la cathédrale de Bujumbura, la capitale, près des rives du lac Tanganyka, en présence du Premier ministre, Sylvie Kinigi, une mère de famille qui m'invite ensuite à réveillonner chez elle. Le matin du 25, très tôt, je prends la route de Gitega, au cœur du pays où, au milieu de 10 000 fidèles, je concélèbre la messe avec l'archevêque Joachim Ruhuna qui sera lui aussi assassiné le 9 septembre 1996.

Le pays ne parvient pas à exorciser la violence et à casser la logique de la vengeance. J'ai cherché à ne pas banaliser les mots de *réconciliation* et d'*espérance* dont tous ont un besoin permanent. Dix ans plus tard, le 29 décembre 2003, le représentant du pape à Bujumbura, le nonce Mgr Michael Courtney, tombera lui-même sous les balles : les sept évêques du Burundi témoigneront dans une lettre collective qu'« il n'avait ménagé aucun effort pour rapprocher tous les Burundais sans en exclure aucun ».

– *Ces massacres interethniques au Burundi annonçaient, en modèle réduit, ce qui allait bientôt se déployer au Rwanda voisin, à une échelle encore inédite...*

De fait, la situation devient de plus en plus explosive au pays des « Mille Collines », à tel point que le 8 novembre, à l'issue d'une réunion, Mgr Misago, président de la commission rwandaise Justice et Paix, publie un long communiqué dans lequel il « invite les chefs des partis politiques et d'organes de presse à prendre davantage conscience des risques incalculables que des discours, des déclarations ou des écrits propagandistes à coloration ethniste peuvent entraîner pour le peuple rwandais ». Pour le Nouvel An 1994, les neuf diocèses ont organisé des « marches de la paix » précédées par une veillée de prière et de jeûne. Depuis Rome, je leur ai adressé un message de soutien.

Nous voici au 6 avril 1994, qui devait être un jour ni meilleur ni pire que les autres dans un calendrier dramatiquement ensanglanté. Mais ce jour-là, l'avion transportant les deux présidents (hutus) du Rwanda et du Burundi, au retour de la Tanzanie, est abattu alors qu'il s'apprête à atterrir à l'aéroport de Kigali : on ne compte aucun survivant dans l'explosion de l'avion dont l'équipage, d'ailleurs, était français. Dès que la nouvelle se répand, c'est aussitôt un débordement de violence et de haine, la terreur et l'horreur embrasent tout le pays.

Coïncidence : un synode spécial sur l'Afrique, prévu de longue date, s'ouvre à Rome le 10 avril, sans la présence des évêques rwandais, auxquels le pape a demandé de demeurer sur place au côté de la population

meurtrie. À l'ouverture du synode, j'entends encore le cri lancé par Jean-Paul II au peuple rwandais : « Arrêtez ces tragédies ! Arrêtez ces massacres fratricides ! » Le pape sera un des premiers, dès le 27 avril, à qualifier le drame de *génocide*. Tout semblait en effet planifié : le silence des tam-tams et les appels au crime diffusés dans un climat d'hystérie collective par *Radio Mille Collines*...

On n'a pas mesuré aussitôt l'intensité de la tragédie. Le 24 mai, à Genève, au cours d'une session de l'ONU, le Vatican a déploré que des pays continuent à livrer des armes au Rwanda. L'archevêque de Kigali, l'évêque de Kabgayi, président de la Conférence épiscopale, et l'évêque de Byumba, tous les trois hutus, ont refusé de se prêter au jeu gouvernemental qui les poussait à se rendre à l'étranger pour défendre la position officielle. Ils se sont, en revanche, regroupés à Kabgayi, pour essayer de créer une zone neutre dans ce qui était un centre religieux significatif, et où s'étaient réfugiées 30 000 personnes, en majorité tutsies. Les trois évêques – Mgr Vincent Nsengiyumva, Mgr Thaddée Nsengiyumva, Mgr Joseph Ruzindana – ont été alors sauvagement assassinés, le 5 juin, ainsi que dix prêtres et deux laïcs. Sans cérémonie religieuse, ils furent hâtivement ensevelis sous des tas de pierres dans la cathédrale de Kabgayi. Trois évêques, plus de cent prêtres, plus encore de religieuses, tous assassinés, des églises transformées en abattoirs, des communautés dispersées : l'Église n'a été épargnée par aucune des parties en conflit.

Après trois mois de massacres, les réfugiés ou déplacés seront évalués à plus de 2 millions, et les morts entre

500 000 et 800 000 – ce qui fait aussi, naturellement, un nombre très élevé d'assassins.

– *C'est dans ce contexte effrayant que le pape vous demande de vous envoler pour le Rwanda, le 23 juin 1994...*

... pour un périple de cinq à six heures de Jeep par jour, sur une terre de boue et de cendres, dans un pays alors militairement coupé en deux. À l'est, les rebelles tutsis menés par le colonel Paul Kagamé ; à l'ouest, les troupes régulières (FAR) d'un gouvernement qui a déjà déserté la capitale. Pour faire le tour complet du pays, j'ai dû passer par deux autres pays, le Zaïre et l'Ouganda.

J'étais arrivé à Bujumbura le jeudi 21 juin, où l'on pouvait avoir le plus de renseignements possible sur une situation en constante évolution. J'y ai rencontré tous les évêques du Burundi, qui tremblaient pour eux-mêmes, le représentant de l'ONU et les animateurs du *Catholic Relief Services*. M'y attendaient aussi ceux qui seraient mes deux compagnons de jour et de nuit : Mgr Pierre Nguyên Van Tôt, un Vietnamien que le Saint-Siège venait de nommer chargé d'affaires de la nonciature, et le père Vjeko Curic, un franciscain croate qui, depuis une dizaine d'années, était curé dans le diocèse de Kabgayi, et qui parlait couramment le kinyarwanda. C'est lui qui, avec beaucoup d'intelligence et d'audace, avait minutieusement organisé tout mon programme. Lui aussi allait être assassiné à Kigali, quatre ans plus tard...

Mon but était de pénétrer au Rwanda d'abord par la partie occidentale, encore aux mains du gouvernement.

Première étape : Butaré, un centre universitaire important, où 3 000 guerriers m'accueillent armés de machettes. Le jour même a été lancée l'opération française « Turquoise » : j'entends des « Vive Mitterand ! » auxquels je réponds par « Vive le pape ! ». J'aperçois un prêtre tenant un fusil en bandoulière. La ligne de combat, ce jour-là, est à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la ville. À Save, berceau du christianisme rwandais, je rencontre des communautés religieuses en pleine évacuation. L'évêque Gahamanyi, un Tutsi, me reçoit à son évêché accompagné de ses collègues de Gikongoro et de Cyangugu. Au dîner du soir, à l'évêché, la ministre de la Famille, le préfet et quelques notables locaux portent des toasts en faveur de la paix. J'apprendrai plus tard que, dès la fin du repas, certains hôtes se sont rendus dans une prison voisine pour y abattre des détenus.

Le samedi 25 juin à l'aube, départ pour le lac Kivu. Sur le trajet, visite à Gikongoro d'un camp de 40 000 réfugiés menacés de famine. Plus loin, notre Jeep doit changer de piste : à quelques centaines de mètres des commandos se livrent à des massacres. À Kibuyé, je rencontre un groupe de fidèles peu prolixes devant le préfet qui m'accueille, et prière dans la grande église paroissiale où flotte l'odeur de 3 000 victimes qui viennent d'y être abattues. Le soir j'arrive à Gisenyi où s'est replié le gouvernement, et où l'hôtel *Méridien* est devenu un vrai caravansérail. L'évêque de Ruhengeri, dont on était sans nouvelles, m'y rejoint par surprise.

Très tôt le dimanche, je passe la frontière zaïroise pour visiter à Goma l'évêque de Nyundo, qui s'y est réfugié après le saccage de son évêché. Je concélèbre la messe avec lui, et je reviens à Gisenyi pour rencontrer le président intérimaire du Rwanda, accompagné du

Premier ministre, avec lequel je négocie le départ de plusieurs prêtres menacés de mort. Ce sont les derniers jours du gouvernement légal...

Avant de quitter cette moitié du Rwanda pour rejoindre, par l'extérieur, l'autre moitié, j'adresse aux Rwandais un message cru et dru, le même que je ferai entendre de l'autre côté :

> Peuple rwandais, qui es-tu aujourd'hui ? Je ne te reconnais pas. Peut-être que jusqu'ici tu cachais par pudeur ou par calcul ce qui rendait difficile ta vie commune. Mais maintenant, après avoir atteint le fond de l'horreur, tu ne peux plus rien occulter de ta misère. Pourtant, je viens te dire : ne te décourage pas, retourne ton cœur, profite de cette terrible leçon de ton histoire qui est peut-être ta dernière chance pour comprendre jusqu'où doit aller ta conversion. Et alors, tu te reconnaîtras pour ce que tu es vraiment : un peuple de la fraternité et non de la division, un peuple de la vie et non de la mort. Mais quel long chemin il te reste à faire pour revenir à toi-même, pour revenir à ton Dieu !

Après une nouvelle équipée sur les pistes du Zaïre puis de l'Ouganda des volcans et des gorilles, je suis reçu tard le soir par l'évêque de Kabale. Tôt le lendemain, je pars pour Byumba, au Rwanda oriental. L'évêque de Kibungo, Mgr Frédéric Rubweyanga, me rejoint et m'accompagnera pendant tout ce second parcours.

Près de Byumba, je suis reçu au quartier général du Front patriotique (FPR) par son président, Paul Kagamé, qui m'accueille dans la « zone libérée de la dictature », en tenue de baroudeur : il prépare l'attaque de la capitale sous les feux de violents tirs. Il ne nie pas que ses hommes soient derrière l'assassinat des trois

évêques, il en donne sa version – une garde débordée par un petit groupe de jeunes soldats irresponsables – et il me prie de transmettre au pape les excuses du FPR.

Le mardi 28 juin, sur la longue route qui mène à Kabgayi, je croise des kilomètres de colonnes de familles errantes sans autre but que de fuir leurs maisons. J'ai hâte de découvrir le lieu où ont été tués les trois évêques, au noviciat des frères joséphites de Guku. Grâce à un jeune prêtre, seul survivant du massacre, je peux reconstituer la mort de ces trois pasteurs qui, l'année précédente, m'avaient fraternellement reçu dans leurs diocèses. Tout est demeuré intact, y compris les impacts sur les murs, dans la salle où, trois semaines avant, ils ont été criblés de balles.

Je me rends alors à la cathédrale de Kabgayi pour une prière devant leur sépulture provisoire, trois amoncellements de pierres surmontés d'une croix. Dans la cathédrale déserte, je concélèbre avec l'évêque de Kibungo et quelques prêtres : nous sommes exactement dix-sept pour cette première messe des funérailles, toute la région ayant été évacuée par les militaires. Je passe la nuit, bien protégé par des soldats, dans une maison délabrée sans portes, sans eau, sans électricité. À la guerre comme à la guerre.

Le lendemain, mercredi 29 juin, retour à Bujumbura par Kirundo, où notre Jeep réussit à contourner de justesse une nouvelle empoignade interethnique, bouclant ainsi le plus grand chemin de croix de ma vie.

– *Êtes-vous retourné dans la région ensuite ?*

À peine avais-je quitté l'« enfer » du Rwanda que le pape m'envoya de nouveau au Burundi, son frère

jumeau, qui était en train de s'enfoncer dans sa propre descente aux enfers. Du 18 au 21 novembre 1995, j'ai multiplié les rencontres religieuses et politiques – avec même, sur sa demande, un entretien avec Jimmy Carter à l'ambassade des États-Unis.

J'ai le souvenir d'un seul trait qui caractérisait le climat alors : *la peur*. La peur qui animalise l'homme, le fait aboyer et mordre. Il n'y a rien de plus infernal que de vivre ensemble quand la suspicion est devenue une monnaie d'échange, quand on enferme l'autre dans sa différence pour le dominer.

– *Et êtes-vous précisément retourné au Rwanda ?*

J'y suis retourné plusieurs fois. Par devoir, mais plus encore par amour. On ne peut aimer quelqu'un sans l'aider jusqu'au bout, et on ne peut l'aider sans l'aimer jusqu'au bout. Or l'arrêt du génocide n'indique pas la fin du calvaire : va s'ouvrir la période la plus exigeante, celle de la réconciliation. Une réconciliation d'autant plus dure que c'est le voisin qui a agressé le voisin et que l'un et l'autre doivent continuer à se côtoyer sur les collines, que c'est la communauté des victimes qui doit vivre avec la communauté des bourreaux. Une image n'a cessé de me poursuivre, celle d'un homme que j'ai vu s'acharner à détruire jusqu'à la dernière pierre des fondements la maison d'un voisin appartenant à l'autre ethnie.

Je voyais l'Église rwandaise elle-même emportée, traumatisée par des surenchères de diffamation, comme celle qui frappa le père André Sibomana : ce prêtre journaliste, que j'ai bien connu, criait fort, mais aimait plus fort encore tout son peuple et toute son Église. Il

est mort en mars 1998 d'une grave maladie, après avoir refusé d'être soigné en Europe pour demeurer parmi les souffrants de son pays.

En pensant à la tâche des évêques dans un pays acculé à gérer sa mémoire génocidaire, je leur ai préparé à Nairobi, au Kenya, du 18 au 21 décembre 1996, une sorte de huis clos pour qu'ils puissent, entre eux, aller jusqu'au fin fond de leur conscience apostolique. Ils étaient tous là, ceux du Rwanda et du Burundi ainsi que quelques autres de l'Ouganda, de Tanzanie et du Zaïre. Plus que le message final qui aborda de front la nocivité de l'idéologie ethnocentrique, il était stimulant pour les chrétiens des Grands Lacs d'Afrique d'apprendre que leurs pasteurs s'étaient eux-mêmes mis à découvert devant Dieu.

Et c'est le pape Jean-Paul II qui mit toute l'Église rwandaise au défi de la réconciliation à l'occasion de la clôture du centenaire de l'évangélisation du pays. Il m'y envoya à nouveau, du 6 au 10 février 2001, avec un programme très dense établi par le nonce Mgr Salvatore Pennacchio. J'en retiens ici la visite au site du génocide à Nyamata, au sud-est du Rwanda. Dans cette paroisse, plus de 20 000 personnes qui y avaient trouvé refuge avaient été massacrées : leurs restes avaient été inhumés dans l'église même et tout autour. Sur un livre d'or, j'écrivis ces lignes : « On ne peut bien voir qu'avec des yeux qui ont pleuré. Que ce mémorial aide tout le peuple rwandais à comprendre le sens de la fraternité humaine et le non-sens de sa négation. Que la force de l'Évangile aide à croire que le pardon deviendra plus contagieux que le mal. »

Je repense aussi à ma visite à la prison centrale de Kigali ; construite pour 2 500 personnes, elle hébergeait

alors 7 173 hommes et 888 femmes, la plupart accusés de participation au génocide. Dans tout le pays, il y avait 130 000 détenus en attente d'hypothétiques procès qui ne s'accéléreraient qu'avec la mise en place des tribunaux *gacaca* (« la justice sur l'herbe ») enracinés dans les traditions populaires locales. Pendant les deux heures de visite à la prison, à côté de moi et des ministres de l'Intérieur et de la Justice, j'avais emmené Mgr Misago qui connaissait bien ce triste lieu pour y avoir passé lui-même quatre cent vingt-huit jours, et reconnaissait certains de ses anciens codétenus. Pour manifester la sympathie de toute l'Église à cet évêque déclaré tardivement innocent après avoir frôlé la condamnation à mort, je me suis rendu à l'autre extrême du pays pour le visiter dans son propre diocèse de Gikongoro.

Me voici le 8 février au stade Amohoro (ce qui veut dire « Paix »), pour la messe, au milieu de 30 000 fidèles ayant participé à une marche joyeuse de 15 km depuis le centre de la capitale. Nous étions après le Jubilé de l'an 2000 qui avait mis en valeur la « purification de la mémoire ». Dans mon homélie, j'ai repris ce thème si approprié au Rwanda : « On n'écarte pas d'un revers de la main, comme pour un moustique, le bourdonnement d'un génocide. Cette mémoire est conforme aux exigences de la justice et on ne peut s'en passer ; mais elle ne saurait cependant devenir ruminante, obsédante, nul ne peut rester prisonnier de son passé, si lourd soit-il. » Chacun a besoin d'une sacrée dose de pardon, d'un pardon à recevoir et à donner.

En reprenant l'avion pour Rome, je poursuivrai sur ce thème dans mon message d'adieu : « Peuple rwandais,

je savais que tes plaies étaient profondes, mais par ta foi, tu es en train de les transformer en sources nouvelles. [...] Regarde droit devant toi avec les yeux de tous ces jeunes pour lesquels et avec lesquels tu dois bâtir un Rwanda nouveau. Que de belles choses sur toi je vais raconter à Jean-Paul II ! »

Le président Kagamé n'était pas au stade Amahoro, n'ayant pu rentrer assez tôt d'un voyage programmé aux USA, mais sa femme Janet était là, ainsi que l'ancien président pasteur Bizimungu et le Premier ministre Bernard Makuza, qui nous fit un discours au ton homilétique, traduisant les pas de rapprochement entre l'Église et l'État. Déjà, le 21 octobre 1996, le général Kagamé, alors vice-président et ministre de la Défense, accompagné de deux ministres et de Mme Maria-Pia Fanfani, était venu à ma table romaine déguster une piperade basque.

J'ai préféré décliner, en retour, son invitation aux cérémonies de prestation de serment du président élu, le 12 septembre 2003. Pour le 13e anniversaire du début du génocide, le nouveau pape Benoît XVI a adressé une lettre au président Kagamé où il dit : « Je souhaite ardemment que tous les Rwandais, guidés par les autorités civiles et religieuses, s'engagent de manière plus généreuse et plus efficace en faveur de la réconciliation nationale et pour la construction d'un pays nouveau, dans la vérité et dans la justice, dans l'unité fraternelle et dans la paix. »

– Le « continent noir », qui est aussi le « continent pauvre », apparaît comme le continent de tous les dangers : la famine, la misère, la maladie, la violence, la

corruption, le génocide... Peut-on garder confiance en l'Afrique après toutes ces horreurs ?

Je voudrais d'abord ajuster la vision africaine que je viens de vous livrer. Toutes mes missions m'ont conduit avant tout vers une Afrique qui titube, qui s'effondre, celle que l'on montre toujours avec son cortège de misère, d'épidémies, de violence, de corruption. Mais il y a une autre Afrique qui se dresse, altière et hospitalière, avec sa joie de vivre, celle que l'on ne montre jamais, avec ses racines religieuses et ses bourgeons de créativité ! Ces deux Afrique vivent côte à côte, et même l'une dans l'autre, de même que dans tout homme cohabitent le bien et le mal. Quand on parle aujourd'hui de l'Afrique, il faut éviter deux écueils : généraliser l'espace et uniformiser le temps. Que de différences entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, entre la Libye musulmane et sa voisine l'Éthiopie copte ! Quel contraste entre la longue attente des Sahraouis pour un référendum d'autodétermination et le Somaliland, ce pays sans existence légale qui s'est fait indépendant ! L'instabilité, voire la versatilité des événements africains doit nous rendre très prudents pour figer le regard sur le temps présent ! Si je me suis attardé sur la région des Grands Lacs, c'est parce qu'elle symbolise le drame de toute l'Afrique et aucun autre pays n'a pu se sentir protégé de cette menace.

Un proverbe sénégalais dit : « Le remède de l'homme, c'est l'homme », et un croyant peut renchérir quand la foi vient saisir l'homme tout entier, dans sa chair et son esprit. Qu'il soit objet de mépris ou de pitié, l'homme africain doit chercher en lui-même les ressorts de son

avenir, dans une Afrique éprise d'authenticité et non de mimétisme. Jusqu'ici, elle a été accablée – ou elle s'est accablée elle-même – de modèles et d'outils étrangers à elle-même. Une seconde décolonisation est en route, celle-ci tout intérieure.

Les sociétés africaines, stimulées par les revendications démocratiques, inventent, parfois loin des schémas occidentaux, leur propre voie de développement. Dans un rapport à l'ONU présenté en 2002 et intitulé *Vaincre l'humiliation*, le Béninois Albert Tevoedjre présentait une claire vision de l'Afrique « par elle-même et pour elle-même ». Et nos Églises, qui collent si bien à la terre africaine et aux familles africaines, sont bien placées pour permettre de répondre à la question lancinante que pose l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo : « À quand l'Afrique ? »

– Le génocide rwandais restera une des plus grandes tragédies de l'Histoire moderne. Beaucoup de chrétiens ont été confrontés à ces crimes insupportables, à ce mal absolu, et ont douté de Dieu : comment peut-on être sûr que Dieu aime les hommes, et même qu'il existe ?

Vous posez bien la question en quelques mots, mais on ne peut y répondre en quelques mots ! Question inéluctable dont la réponse est différente selon que vous êtes chrétien ou non. La question s'adresse directement aux Rwandais eux-mêmes, coincés entre mémoire et justice, entre justice et réconciliation. Je n'ai fait, pour ma part, que traverser ce pays frappé si durement par le mal du génocide, mais cela m'a suffi pour être fouetté par un scandale qu'on ne saurait trop vite transformer en « mystère ».

Quand je me suis trouvé seul parmi les évêques du Rwanda qui, toutes portes fermées, faisaient courageusement à Nairobi leur analyse, voire leur examen de conscience, j'ai mesuré l'ampleur et la complexité de la question qu'ils se posaient déjà. Et comme il s'agit d'un pays à grande majorité chrétienne, la vraie réponse ne pouvait se trouver qu'avec les yeux du croyant.

C'est l'éternel problème symbolisé par Job, le problème du juste souffrant, du mal qui frappe l'innocent. Le chrétien n'a rien du stoïcien ou du masochiste. La seule réponse qu'il peut balbutier devant le mal en question, c'est de regarder en silence du côté de son Maître, le Christ, « qui n'est pas venu supprimer la souffrance, ni même l'expliquer, mais l'a remplie de sa présence », comme l'a dit Claudel. Jamais les dieux de l'Olympe n'avaient imaginé la rencontre avec la souffrance. Dans son *Journal*, Alfred de Vigny esquisse le poème d'un dieu amoureux d'une jeune fille, mais celle-ci refuse, ne pouvant aimer quelqu'un qui ne serait jamais ni souffrant, ni mortel. Le Christ est le Dieu fait homme qui va jusqu'à l'extrême humanité.

Mes missions m'ont souvent plongé dans l'abîme, dans l'absurdité et la démesure de certaines guerres ou catastrophes qui rendent encore plus difficiles d'innocenter le silence ou l'éclipse de Dieu. Au cours des siècles, philosophies et théodicées se sont évertuées à le faire, reprenant toujours à nouveaux frais l'éternel problème du mal.

Je note ici la pensée d'Adolphe Gesché dans son livre paru l'année de sa mort, en 2003, Le Mal et la Lumière : « La question du mal est une telle question qu'elle semble être non seulement rebelle aux réponses, mais se dérober finalement au questionnement lui-même. »

Mais il ajoute aussitôt : « Au risque d'un mal plus grand encore, l'homme que nous sommes peut-il cesser de frapper à la porte ?... Nous sommes des êtres qui, à tout le moins, ne peuvent cesser d'interroger. » Et scruter alors, inlassablement, amoureusement, le « mystère de Dieu » n'est pas une commode fuite en avant, c'est accepter un aiguillon permanent qui nous pousse en fin de compte, comme Job, à dire simplement que Dieu est Dieu, et l'homme, jusqu'à la pleine lumière de la fin des temps, le dira en bafouillant.